

LE 9 OCTOBRE PORTONS ENSEMBLE NOS REVENDICATIONS

#jevotecgt le 6 décembre

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens – la CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNL- réunies le 30 août 2018, un constat s'impose et se renforce, celui d'une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation mettant à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis. Qu'il s'agisse :

- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- des atteintes au service public, en particulier Cap 2022 ;
- des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation ;
- des attaques portées à notre système de santé ;
- de la destruction de notre système de retraites ;
- du gel des prestations sociales ;

Les organisations signataires appellent le gouvernement à entendre les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es, et qu'il ne soit plus uniquement guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique. Au moment où est annoncée une fois encore l'explosion des dividendes en France et dans le monde, il est temps de mener une politique de partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

C'est pourquoi, les organisations signataires décident de faire du 9 octobre prochain une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne.



DANS NOS 3 COLLECTIVITÉS MOBILISONS NOUS !!

Localement le Syndicat CGT Nice Métropole Côte d'Azur vous appelle à vous mobiliser pour :

- L'augmentation à 3% de l'indemnité de résidence pour compenser la cherté du logement sur notre région ;
- Le rétablissement des congés libérables et de la prime au départ à la retraite ;
- Exiger des moyens humains et matériels pour les maisons de retraite (EHPAD), soins à domicile, les assistantes sociales, les crèches, les écoles, les agents des routes, les bibliothèques, le service des sports, le nettoyage, les services administratifs, les services sociaux, l'Opéra, la Police Municipale et la Direction Informatique..., pour pouvoir rendre un service public de qualité et pour lutter contre la souffrance et le harcèlement au travail ;
- Que l'administration mette fin à la pratique des 4, 5, voire 6 ans d'embauche sous contrat avant une éventuelle mise en stage. La CGT a toujours lutté contre toutes formes de précarité des agents ;
- L'égalité professionnelle femme-homme avec la fin du « plafond de verre » pour nos collègues féminines ;
- Une réelle reconnaissance du professionnalisme des cadres ;
- Une réelle reconnaissance des représentant-e-s élu-e-s du personnel dans les instances de nos 3 collectivités (CAP, CT, CHSCT) ;
- Que les CAP ne soient plus "des chambres d'enregistrement" des décisions prises à l'avance par le Maire-Président. Elles ne doivent plus être déconnectées de la manière de servir. Il faut qu'elles deviennent un véritable lieu de concertation garantissant une réelle équité entre les agents promouvables.

ATSEM

Depuis des années, la situation des ATSEM ne cesse de se dégrader. La CGT, déplore aujourd'hui la timidité des "avancées" des décrets 2018. Alors que les ATSEM attendaient une prise en compte de leurs revendications, le gouvernement ne veut pas reconnaître leurs missions éducatives, favoriser un véritable déroulement de carrière et améliorer leurs conditions d'emplois.

La CGT exige :

- Une reconnaissance des missions éducatives des ATSEM avec une intégration dans l'équipe éducative ;
- Une évolution professionnelle en catégorie B ; La reconnaissance de la pénibilité ;
- le respect du cadre des 35 heures.

AGENTS DES ECOLES

Mise en place d'un nouveau mode de rendu des heures à effectuer hors jours scolaires :

- Retour à 9h30 au lieu de 7h du décomptage des heures pour les jours exceptionnels : fête des mères, jour de fractionnement ;
- Grand ménage : retour à une journée de 8h continue incluant 20 minutes de pause et/ou attribution de tickets restaurant ;
- Attribution de jours de sujétion pour pénibilité venant en diminution des heures à effectuer ;
- Règlement pour les missions des gardiennes non logées ;
- Discussion avec les directions de l'Éducation, Restauration et de la Jeunesse pour élaborer une politique concertée afin d'augmenter le temps de travail des précaires ;
- Augmentation du régime indemnitaire et avancements améliorés pour faire disparaître la discrimination selon le genre.

AGENTS DES CRÈCHES

- La mise en place d'un réel pool de remplaçants ;
- Une étude RH sur les causes de l'absentéisme et l'origine de leur mal-être ;
- La mise en place de groupes de travail liés à la qualité d'accueil, à l'organisation et à la communication.

AGENTS DES BIBLIOTHEQUES

Le maintien d'un réseau de qualité tant pour les usagers que pour les agents.
La reconnaissance des troubles musculo-squelettiques liés au port de charges.

AGENTS DES ROUTES

Le respect de la charte et l'arrêt des remises en cause des horaires.

Battons nous contre le démantèlement du Service Public !

Exigeons de nouveaux droits